

Bolivie fustige le rôle prépondérant de l'OEA et de son secrétaire général dans le coup d'État de 2019 .

Image not found or type unknown



La Paz, 18 août (RHC) Le vice-ministre des Affaires Étrangères de la Bolivie, Freddy Mamani, a déclaré que le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA), Luis Almagro, avait participé au

coup d'État et il a assuré que de nombreux pays cherchent à reconstituer l'organe régional "parce qu'il n'a plus de voix valable pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes", a déclaré Mamani dans une interview accordée mardi à l'agence de presse russe Spoutnik.

"Il est important de mentionner que le coup a eu lieu avec la participation d'Almagro", a déclaré Mamani et il a ajouté que le secrétaire général de l'OEA a perdu toute crédibilité dans le domaine multilatéral et "est devenu un ministre de la colonisation du gouvernement des États-Unis, alors dirigé par Donald Trump (2017-2021)".

Le ministre a souligné que le coup d'État n'aurait pas été possible sans un appui international, ajoutant que le coup d'État avait un lien direct avec les puissances et les sociétés transnationales qui convoitaient le "lithium bolivien".

Sur la base des recherches menées à l'intérieur et à l'extérieur de la Bolivie, Mamani a évoqué l'implication des États-Unis et des gouvernements de droite de la région de l'Amérique latine, comme les anciens présidents argentin et équatorien Mauricio Macri et Lenín Moreno, respectivement, et il a assuré que la justice devra enquêter en profondeur sur cette affaire.

Après la victoire du président bolivien de l'époque, Evo Morales, aux élections présidentielles de 2019, l'opposition n'a pas accepté le résultat et a lancé une série de manifestations avec le soutien des forces militaires. Le président a démissionné pour éviter l'effusion de sang dans les rues.

Face à cette situation, la sénatrice d'opposition Jeanine Áñez s'est autoproclamée présidente par intérim de la Bolivie et a publié un décret exonérant de toute "responsabilité pénale" les forces de sécurité réprimant les manifestations.

Dès le premier moment où s'est produite cette rupture dans le fil constitutionnel du pays sud-américain, Morales a insisté sur le fait que ce qui s'est passé en 2019 était un "coup d'État" contre lui orchestré par l'opposition et soutenu à son tour par l'OEA et les États-Unis.

Source Hispan TV

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/267410-bolivie-fustige-le-role-preponderant-de-loea-et-de-son-secretaire-general-dans-le-coup-detat-de-2019>



Radio Habana Cuba